

SYNDICAT CGT DES
TERRITORIAUX de la ville et
du CCAS de St Martin D'Hères
30-32 place de la triade 38400
Tél 04 76 60 74 47 07 89 64 68 96
cgt-territoriaux@saintmartindheres.fr
cgt.territoriauxsmh@gmail.com

Pendant que le Plan Bayrou impose 43,8 milliards d'euros de coupes sur nos salaires, retraites et services publics, pendant que l'accord Trump-Von der Leyen ouvre grand nos marchés aux produits américains à bas coût, la loi Duplomb vient parachever cette politique : sacrifier la santé, l'environnement et l'agriculture paysanne pour servir les intérêts des grands groupes agro-industriels.

Plan Bayrou :

1. Gel généralisé des revenus

Aucune revalorisation en 2026 :

- Ni des retraites,
- Ni des allocations (CAF, RSA, AAH...),
- Ni des traitements des fonctionnaires.

Une "année blanche" pour les revenus, mais sûrement pas pour les prix ni les profits.

2. 43,8 milliards d'euros d'économies... sur notre dos

- 30 milliards de coupes budgétaires,
- 13,8 milliards de hausses fiscales indirectes, avec peu d'impact sur les ultra-riches.

3. Suppression de deux jours fériés

Lundi de Pâques et 8 mai dans le viseur. Objectif : produire plus, se reposer moins.

Ils veulent réduire notre vie à la production et la consommation. Le repos, l'histoire sociale, le droit, on efface.

4. Santé : l'humain coûte trop cher

- Réduction des ALD,
 - Franchises supplémentaires,
- Surveillance renforcée des arrêts maladie.

Une médecine à deux vitesses : celle des bien-portants... et celle des précaires en permanence soupçonnés.

5. Destruction programmée de la fonction publique

- 1 agent sur 3 partant à la retraite ne sera pas remplacé, Services fusionnés ou supprimés.

Résultat : moins de services, plus de souffrance au travail, et toujours plus de services confiés au privé.

6. Assurance chômage : responsabiliser les pauvres ?

- Vers une allocation unique,
- Droits ajustés en fonction des « efforts ».
- Comme si le chômage était un choix.

7. Monétisation de la 5^e semaine de congés payés

Échange « volontaire » entre congés et paie.

Dans les faits : une pression sur les plus modestes à sacrifier leur repos pour boucler leurs fins de mois.

8. Moins de subventions, plus de dérégulation

Moins de contrôles, moins de règles, moins de garanties.

Toujours le même refrain : libérer l'entreprise, enfermer les salariés.

Mais pourquoi toute cette austérité maintenant ?

Ne nous laissons pas bernier. Le vrai fond du dossier ? Il est là :

Réarmer le pays, dans une logique d'économie de guerre

- Macron s'est engagé auprès de l'Europe à transformer la France en puissance militaire d'envergure, avec un budget défense en hausse constante.

Cela veut dire : des milliards pour des chars, des drones, des missiles... et des miettes pour les hôpitaux, les écoles, les services publics.

Nous entrons dans l'ère du tout-sécuritaire, du tout-militaire, où l'État protège les intérêts économiques plus que les citoyens.

Et toujours plus pour la finance, vraie bénéficiaire

- Cette rigueur budgétaire n'empêche pas les profits record des grands groupes, Elle n'empêche pas les aides sans condition au patronat, ni les dividendes qui explosent. Ce n'est pas un plan de redressement, c'est un plan de redistribution... Pour les plus riches.

Signez la pétition : <https://www.cgt.fr/actualites/france/mobilisation-legislation/budget-les-sacrifices-pour-le-monde-du-travail-ca-suffit>



Syndicat CGT des territoriaux de la ville, et du CCAS de St Martin D'Hères

30 32 place de la Triade 38400 St Martin D'Hères Tél 04 76 60 74 47 07 89 64 68 96

Mail: cgt.territoriauxsmh@gmail.com cgt-territoriaux@saintmartindheres.fr

Au-delà de l'impact pour les citoyens, quelles conséquences concrètes pour nous, agents territoriaux ?

1. Gel du point d'indice = baisse du pouvoir d'achat

- Aucun rattrapage prévu sur l'inflation 2025–2026.

En réalité, c'est une baisse nette de salaire déguisée

2. Non-remplacement des départs = surcharge de travail

- 1 départ à la retraite sur 3 non remplacé.
 - Résultat :
 - o surcharge chronique,
 - o équipes sous tension,
 - o suppression des postes ,
 - o contractuels sur poste statutaire
- heures sup non payées, glissements des tâches.

3. Fermetures ou externalisations de services publics

- Services considérés comme « non essentiels » fragilisés :

- Externalisation progressive à des prestataires privés ou associatifs

Ce sont des postes territoriaux qui disparaissent, et avec eux la mission de service public

Et sur le plan international ? Accord Trump–Von der Leyen

Dans la foulée, l'UE signe un accord commercial avec Donald Trump. Officiellement pour éviter une guerre commerciale. En réalité :

- Droits de douane sur toutes les importations européennes vers les États-Unis, à un taux de 15 %
- Importations massives de gaz de schiste américain.
- Il comporte aussi de nouveaux investissements européens aux États-Unis pour un montant de 600 milliards de dollars. Le président américain a évoqué des « centaines de milliards de dollars » d'achats d'armement par les Européens
- Moins de normes environnementales, moins de protection.

Et sursis fiscal pour les GAFAM jusqu'en 2028.

Traduction : ouverture de nos marchés aux produits américains à bas coût et aux normes au rabais. Une menace directe pour l'agriculture, l'industrie, l'environnement et notre souveraineté économique.

Loi Duplomb :

Adoptée fin juillet 2025 sous la pression des lobbys agro-industriels et de la FNSEA, la loi Duplomb est une régression sociale, environnementale et sanitaire.

Ce qu'elle prévoit :

- Retour des néonicotinoïdes tueurs d'abeilles (acétamipride et semences enrobées).
- Facilitation des élevages industriels : relèvement des seuils porcins et volailles, allègement des autorisations pour les bâtiments d'élevage.
- Méga-bassines classées d'« intérêt général majeur », au détriment des nappes phréatiques.
- Affaiblissement de la protection des zones humides

Pourquoi nous nous y opposons :

- Cette loi sacrifie la biodiversité et la santé publique pour une prétendue compétitivité agricole à court terme.
- Elle renforce l'agriculture industrielle au détriment d'une agriculture paysanne, durable et résiliente.
- Elle ignore les alertes des scientifiques, apiculteurs, agriculteurs et citoyens (près de 2 millions de signatures contre la loi).
- Elle ne répond à aucun enjeu réel : ni revenu paysan, ni souveraineté alimentaire, ni lutte contre le changement climatique.

Cette loi est une aberration écologique et sociale, un cadeau aux grands groupes de l'agro-industrie contre l'intérêt général.

Signez la pétition : <https://petitions.assemblee-nationale.fr/initiatives/i-3014?locale=fr>

Plan Bayrou, loi Duplomb, cadeaux douaniers : même logique, même perdants !

Dés septembre :

MOBILISONS NOUS !